

Le Journal

du Pays Yonnais

Jeudi 28 février 2013

ACTUALITÉS LA ROCHE-SUR-YON

«Il faut reconstruire la répression des fraudes»

«Il faut reconstruire la CCRF. Fortement touchée par la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) et quasiment démantelée par la REATE (Réorganisation de l'Administration Territoriale de l'Etat), la DGCCRF (Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes) ne peut plus assurer aujourd'hui aux citoyens la protection économique en matière de consommation qu'ils sont en droit d'attendre.

Ses missions ne sont que partiellement exercées compte tenu des coupes sombres dans les effectifs : 560 emplois perdus en 6 ans au niveau national ; actuellement, la DGCCRF compte environ 3000 personnes dont 2000 enquêteurs répar-

tis sur l'ensemble du territoire national.

En Vendée, l'effectif est passé de 26 en 2005 à 20 actuellement, dont 16 enquêteurs. Cet effectif n'est pas suffisant pour assurer la protection économique des consommateurs ; la qualité et la sécurité des produits alimentaires ; la qualité et la sécurité des produits non alimentaires et des services ; la loyauté de la concurrence entre professionnels.

L'affaire du remplacement de viande de bœuf par de la viande de cheval, qui survient après d'autres affaires moins médiatisées, démontre, une fois de plus, la nécessité du contrôle des marchés. Les agents de la DGCCRF, soutenus par leurs organisations syndicales, sont mobilisés pour reconstruire la DGCCRF.»

ouest france



Ouest-France
2-3 mars 2013

Vendée

Répression des fraudes : les agents inquiets

Les syndicats (CFDT, Solidaires, CGT, et FO) de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes réclament plus d'effectifs. De 2005 à aujourd'hui, le nombre d'agents est passé de 26 à 20, dont 16 enquêteurs. Insuffisant aux yeux des agents de la Répression des fraudes, « pour assurer la protection économique des consommateurs, la qualité et la sécurité des produits alimentaires, non-alimentaires et des services et

la loyauté de la concurrence entre professionnels ». Au plan national, les effets de la révision générale des politiques publiques ont abouti, selon les syndicats, à la perte de 560 emplois en six ans. « L'affaire du remplacement de la viande de bœuf par la viande de cheval, qui survient après d'autres affaires moins médiatisées, démontre, une fois de plus, la nécessité du contrôle des marchés », estiment les organisations syndicales.